

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

11 NOVEMBRE 1938

3^e Année — Numéro 98

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
 20 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

Doriot - La Rocque passent à l'attaque...

DEBOUT CONTRE LE PLAN D'ASSERVISSEMENT !

Les projets de Reynaud frayent la voie au fascisme
 Il faut construire rapidement le front unique de défense des exploités

Nous avons indiqué la semaine dernière qu'il était indispensable de mobiliser les travailleurs dans un Front ouvrier et paysan, dont nous avons donné les objectifs, contre les attaques qui se préparaient contre leur niveau de vie, que ces attaques soient menées par Marchandeu ou par Reynaud. Il est exact que « les méthodes » des divers clans capitalistes, si divergentes soient-elles, ont ceci de commun : elles sont dirigées contre les ouvriers et paysans, pour leur faire supporter la crise du régime et du réarmement pour la guerre.

Cependant, pour se diriger dans la lutte de classe, dans cette riposte aux coups de l'exploiteur, il est très important que chaque ouvrier d'avant-garde comprenne bien le sens des antagonismes actuels des cliques capitalistes, en l'espèce le duel Marchandeu-Reynaud.

Les projets Marchandeu.

Marchandeu représente l'aile droite du radicalisme, celle qui est disposée à un accord même gouvernemental avec la réaction fasciste (La Rocque-Doriot). D'où vient qu'il ait été brusquement obligé pour mettre au point ses projets financiers, de « blumer » et même de « surblumer » pour employer l'expression du Times, c'est-à-dire de reprendre les projets de Blum sur le contrôle des changes et l'impôt sur le capital ?

Si étrange que cela puisse paraître au premier abord, c'est parce que Marchandeu a continué à être le représentant conséquent de l'aile fascisante du radicalisme. Il s'est placé en face de la crise économique et financière du régime et lui a donné la solution économique et financière du fascisme ! D'une part la suppression des assurances sociales, de la retraite du combattant, la suppression de tout ce qui reste des conquêtes sociales (40 heures, délégués...), la déflation des traitements, pensions, salaires, l'économie de guerre dans le pays et à l'usine. D'autre part, le contrôle des changes et l'impôt sur le capital. Telles sont les mesures que la grande presse prêtait à Marchandeu.

Le contrôle des changes et l'impôt sur le capital existent dans les pays fascistes. Ces mesures expriment cette réalité : le capitalisme moribond, n'a pas seulement été obligé pour se survivre d'écraser tous les droits des travailleurs, politiques et économiques. Il lui a fallu encore, pour se conserver consentir à quelques amputations chirurgicales sur son propre corps : renonciation à la liberté des

changes, par le contrôle des devises, et en outre imposition d'une partie du capital. L'essence du fascisme consiste précisément dans ce fait que le capital consent à quelques sacrifices pour consolider sa dictature ébranlée par la crise, à la condition que le monde du travail soit complètement anéanti. En ce sens, il ne manquait au projet de Marchandeu pour être fasciste : que la réalisation par un parti et un état totalitaire, autrement dit que la conscience par les capitalistes que c'était le moment de réaliser ces mesures par la force, par les moyens du fascisme. Or, les capitalistes avant de jouer définitivement cette carte, la carte suprême du salut par le fascisme, ont voulu faire une dernière tentative pour épuiser à leurs profits les dernières possibilités de l'économie libérale. De là, la faveur provisoire accordée à Paul Reynaud.

L'expérience Paul Reynaud.

Il faut bien comprendre le sens de l'expérience Paul Reynaud. Le grand capital, ne songe même pas à la dissimuler. Paris-Midi parle de la dernière éclaircie... « l'expérience de demain devant être la suprême tentative libérale, après laquelle, en cas de déception, il ne resterait plus qu'à subir les solutions extrêmes ».

Dans l'Epoque, Kérillis est encore le plus cynique, et il faut citer dans son entier la prose de l'ami des stalinien et de l'ami de Paul Reynaud :

« Toutefois, dit-il, s'il était prouvé par l'expérience que le classicisme financier ne peut assurer le salut de la patrie ; que les procédés totalitaires,

sur ce terrain comme sur les autres, ont plus d'efficacité et de puissance ; que la loi implacable de la concurrence et de la lutte pour la vie nous oblige à nous adapter ; qu'il faut tout sacrifier à la collectivité nationale pour garder le pays vivant, alors, je n'aurai pas une demi-seconde d'hésitation. Je dirai : « Faisons comme les Allemands ; faisons comme les Italiens ; alienons nos libertés et nos commodités aussi longtemps qu'il sera nécessaire, puisqu'il n'y a pas d'autre moyen de sauver la France. »

Mais, si cette démonstration était faite, je ne serai pas seul à tenir ce langage. siseJsuü mfhcmfhympfhyplangage. Je suis sûr que Paul Reynaud le tiendrait avec moi. »

Tel est le vrai sens de l'expérience Reynaud : la préparation au fascisme. On dira aux travailleurs et au pays : Nous avons joué les dernières cartes de la liberté. Maintenant essayons du fascisme. On ne peut pas dire plus clairement que Paul Reynaud et ses soutiens, chauffent le lit du fascisme. C'est même leur but avoué !

Les mesures de Paul Reynaud.

Les mesures que la grande presse prête à Paul Reynaud, sont conformes à l'esprit qui les inspire : débayer le terrain pour une dictature totalitaire.

Tout d'abord, déchaîner la spéculation, donner le maximum de liberté aux forbans de bourse, pour semer la panique et crier ce besoin « d'ordre » et du sauveur qui mettrait au pas « la

finance judéo-maçonnique » par des mesures « de contrainte » qui ne feront que consolider ses privilégiés.

Ensuite, mener à fond « la bataille de la production ». Production d'abord a dit Reynaud. Pas de miracle financier. Mais miracle de « la volonté et de l'effort ». Cela signifie : imposer la semaine des six jours et 48 heures par semaine.

Dans le même temps, briser le droit de grève, introduire la police à l'usine, réprimer les délégués ouvriers, réprimer les délégués ouvriers dévoués à leurs mandats.

En outre, Paul Reynaud va réaliser la conversion des rentes contre les petits épargnants. L'homme de la dévaluation, c'est-à-dire de la ruine par l'asphyxie, va les ruiner cette fois-ci par l'amputation brutale. Enfin, les sacrifices seront demandés au contribuable, c'est-à-dire au travailleur, au commerçant moyen et petit. M. Paul Reynaud protège les fraudeurs au nom de la liberté.

De telles mesures ne peuvent qu'accroître la misère et le désespoir des classes moyennes, écraser la classe ouvrière, et les mettre à la merci du sauveur fasciste annoncé par Kérillis qui souligne en même temps les succès du PSF.

En sera-t-il ainsi ? Cela précisément dépend de l'attitude de la classe ouvrière et de ses organisations.

Le Parti Socialiste.

Blum et le Conseil national socialiste se sont félicités que Marchandeu ait repris le plan Blum. Nous avons vu ce que cela signifie : Marchandeu anticipant sur les solutions d'un gouvernement fasciste, a préconisé des mesures dictées par la poursuite complète du régime. Et Blum se félicite que par avance, la social-démocratie française, comme la social-démocratie allemande, ait fourbi quelques armes que, le moment venu, le dictateur fasciste n'aura qu'à retourner contre la classe ouvrière.

Après le coup de chapeau à Marchandeu, Blum et son parti se tournent avec faveur vers Paul Reynaud et sont prêts à appuyer son expérience à une condition : c'est d'y participer.

Autrement dit : après s'être félicités d'avoir apporté au futur arsenal économique et financier du fascisme quelques armes, Blum et son parti, s'affirment pour l'heure disposés à faciliter la dernière expérience avant le fascisme.

Le Parti dit « communiste » n'a pas

Pour l'anniversaire de la Révolution
 d'Octobre 1917.

VENEZ TOUS

VENDREDI 11 NOVEMBRE

à 15 heures

PALAIS DE LA MUTUALITÉ, Salle E, rue Saint-Victor

ORATEURS :

NAVILLE - ROUSSET - CLART - STÈVE

G. ROSENTHAL - André BRETON

Entrée : 3 francs

une attitude différente du « parti frère ». Les partis « frères » se congratulent mutuellement.

Comment vladra le fascisme.

Le fascisme peut sortir de l'expérience Paul Reynaud à la condition pour ses bandes, de ne pas le soutenir et même de le combattre ouvertement.

C'est dans ce sens que le prépare le grand capital, où se trouvent des chefs autrement réalistes que les pitoyables Blum-Thorez et Cie.

Voici comment l'AF, aux côtés de Doriot, prépare ses batteries : « La Finance Internationale qui n'a pas eu sa guerre et tous les bénéfices qu'elle en attendait, espère bien en compensation, avec la complicité de l'Internationale juive et socialiste, se partager les dépouilles des Français ! » On balance Reynaud-Blum-Thorez au nom de la lutte pour la paix et contre la finance internationale.

Il est fort possible que les rythmes de cette évolution et de cette lutte soient plus lents qu'on ne peut le prévoir. Ainsi, après la rupture du Front populaire par Daladier, partant en lutte contre le communisme, une vue purement schématique de l'évolution excluait tout sursaut d'agonie du Front Populaire. Nous avons dit : il se peut, soit qu'on ait besoin de l'URSS comme élément de chantage diplomatique, soit qu'on ait encore besoin du PC pour faire adopter les 48 heures et l'économie de guerre, il se peut que nous ayons, certains ralentissements, certaines combinaisons à gauche. Ces combinaisons ne sont qu'une forme de lutte contre la classe ouvrière et un moyen de préparer le fascisme avec la complicité réformiste et staliniste. Tel serait le sens d'une Reynaud-Blum-Daladier, au lendemain de son discours tonitruant, est resté coi. Le chef radical a manifesté le plus grand désarroi. Ce n'est pas qu'Herriot et Paul Reynaud, désapprouvent ses mesures de répression antiouvrières. Ces mesures sont prises et subsistent. Mais ils estiment que Daladier risque de provoquer une levée en masse de la classe ouvrière. Ils espèrent cependant dans l'intérêt du capital et de la préparation à la guerre de la complicité réformiste-staliniste. Telle est la divergence qui fait d'autant mieux apparaître la catastrophe où nous ache minent Blum-Thorez. Autrement dit : le parti radical et son chef ne peuvent pas en vingt-quatre heures, devenir le parti belligérant de la réaction. Ils ont encore à faire pour préparer l'écrasement définitif des travailleurs par la complicité avec les réformistes.

La solution.

La pourriture du régime a engendré le plus grand désarroi dans les cliques politiques dirigeantes et chez leurs laquais réformistes et stalinistes.

Ces gens là repassent leurs plans, changent de politique toutes les semaines, ne savent pas ce qu'ils veulent sinon l'écrasement de la classe ouvrière ; cette haine de classe et le souci du profit à conserver constitue en définitive leur seule unité de vue.

Il faut bien prendre garde que le désarroi ne gagne l'avant-garde, dont l'intérêt et le rôle consiste précisément à opposer en toute clarté au désarroi et à la pourriture, les solutions du programme d'action de la révolution socialiste, celui de la Quatrième Internationale.

Où trouver de l'argent ?

Comment secourir la détresse des paysans et des classes moyennes ? En prélevant sur les milliards du budget de guerre, en réalisant le contrôle ouvrier et paysan sur la production et les banques, en limitant puis en supprimant le profit.

Comment assurer les revendications des travailleurs de toutes catégories ?

Non avec des nouvelles combinaisons avec Reynaud, mais par le Front ouvrier et paysan, sur le terrain de classe, par les comités à l'usine, dans les quartiers, dans les villages.

CLART.

LA VOIX RÉVOLUTIONNAIRE ENTENDRE DANS

Que signifie l'indépendance de la C. G. T. ?

La préparation de chaque Congrès du mouvement syndical nous vaut de larges controverses sur l'indépendance syndicale comme problème indépendant, particulier, original même.

Nous voyons tous les bonzes syndicaux du bureau confédéral ou de la Commission administrative de notre CGT s'affirmer chacun et partisan et défenseur de l'indépendance syndicale. Il pourrait ainsi sembler que le Congrès Confédéral de Nantes, la semaine prochaine, se déroulera sous le signe de l'indépendance syndicale à laquelle des coups de chapeau tendancieux sont donnés à jets continus.

Mais nous retrouvons aussi sur cette question trois « tendances » en présence.

Fait remarquable à noter : toutes les trois confirment la charte d'unité du Congrès de Toulouse (mars 1936). « Amis de Syndicats » ou réformistes traditionnels, « La Vie Ouvrière » organe des stalinistes néo-réformistes, les préfets confédéraux, Vivier-Merle à leur tête, et les dirigeants de la Fédération des Fonctionnaires, n'osent pas désavouer au regard de leur expérience de bureaucrates, l'unanimité de Toulouse. La fragilité du caractère social de leurs désaccords, est si apparente que la masse des syndiqués est amenée à confondre unité organisationnelle du mouvement syndical et unanimité dans cette unité.

Cependant les « Amis de Syndicats » font des efforts pour rompre le silence sur les agissements des stalinistes anti-communistes. Leur motion propose d'étendre à tous les membres de la CA de la CGT les dispositions du paragraphe 4 de l'article 10 des statuts confédéraux ; passage des statuts qui interdit à toute membre du bureau confédéral de « faire acte de candidature à une fonction politique ». Dans le cas contraire, le membre du bureau confédéral serait démissionné de ses fonctions syndicales.

Cette proposition des « Amis de Syndicats » est évidemment dirigée contre les stalinistes Croizat, Arrachard et autres cumulards dirigeants du Parti « communiste ».

Est-ce que l'adoption de cette proposition ferait faire un pas en avant au mouvement syndical ?

Nous devons détruire toute illusion à ce sujet. Nous avons eu l'exemple de Paul Marcel, élu secrétaire de la Fédération de l'Eclairage, dont les statuts interdisent le cumul, et aussitôt démissionnaire de son mandat de conseiller municipal du 14^{ème} arrondissement à Paris.

Ainsi la règle du non-cumul a joué à la Fédération de l'Eclairage et qu'y a-t-il de changé dans l'orientation de cette Fédération en ce qui concerne la défense des intérêts ouvriers ? Que ceux qui font du non-cumul leur principal cheval de bataille dans la CGT nous répondent ! Ils seront bien embarrassés.

Et à la suite du Congrès de Toulouse, où ont été adoptées les dispositions de l'article 4 du paragraphe 10 des statuts confédéraux, Frachon et Racamond ont « démissionné » du Comité Central du Parti « Communiste ». Voilà deux ans et demi déjà et Frachon et Racamond jouent au bureau confédéral le même rôle que s'ils étaient encore formellement de ce Comité Central.

L'expérience de ces deux dernières années nous démontre que tous ces soi-disants principes du syndicalisme, tels que non-cumul ou non-rééligibilité, ne constituent pas les moyens pour dégager le mouvement syndical de l'emprise staliniste et réformiste. Dans certaines circonstances bien particulières, il peut être tactique, pour des syndiqués révolutionnaires, de se rallier à la non-rééligibilité ou au non-cumul, et ce, pour un objectif précis

et non pour affirmer des « principes » inexistantes.

D'ailleurs, ceux des camarades qui se feraient des illusions quant à l'efficacité de l'offensive des « Amis de Syndicats » contre les stalinistes, risquent fort d'être déçus à l'issue du Congrès de Nantes. Pourquoi ?

Parce qu'en réalité nous assistons au développement d'une lutte d'influence, dans le mouvement syndical, entre la politique de deux cliques syndicales entre lesquelles l'accord se réalise pour freiner et étouffer la lutte des classes. Dans ces conditions, les places de permanents appointés dans l'appareil confédéral ont une grande importance de part et d'autre. Or, le Congrès de Nantes, s'il se divisait dans le vote, serait à l'avantage des stalinistes. Par conséquent nos « Amis de Syndicats » seront conduits à accepter la trêve de la motion des fonctionnaires et de Vivier Merle, c'est-à-dire de Jouhaux, s'ils veulent conserver leurs « fromages ». Et il y a tout lieu de supposer, dès maintenant, que ce dernier argument l'emportera dans la conduite des « Amis de Syndicats ».

Par contre, il n'est pas impossible qu'une aile gauche, les « enfants terribles » de la politique confédérale réformiste, ne puisse accepter ce recul parce que la base des syndiqués de ces « enfants » roupèterait ferme.

Nous voilà donc à la motion « du milieu » : coups de chapeau à tous les principes du syndicalisme », et,

Les répercussions de la crise de septembre dans les organisations ouvrières sont considérables. Chacun s'interroge : Qu'a-t-on dit, qu'a-t-on fait ?

Tous les partis et courants ouvriers ont été mis à l'épreuve. Maintenant, il faut rendre des comptes, et non escamoter les faits essentiels de cette période décisive.

Nous avons déjà publié plusieurs articles montrant quels ont été les efforts du POI dans cette période pour unifier l'action de l'avant-garde sur une base de classe. Mais le pacifisme bourgeois a intérêt à déformer cette action, et nous accuse d'avoir en cette période « divisé les efforts ». (Voir Chambelland et ses amis, le *Libertaire* Essais et Combats, Juin 36, pour sa part, reste silencieux).

Nous apporterons encore des documents pour montrer que ceux qui ont divisé sont ceux qui voulaient que les organisations manifestent leur confiance à Daladier.

Aujourd'hui, nous publions un extrait du rapport d'un groupe de militants du Syndicat parisien des Techniciens, relatifs à ces discussions, paru dans l'*Eveil des Techniciens* de septembre (page 5).

L'ACTIVITE DU SYNDICAT PENDANT LA MOBILISATION

Une tentative d'unité d'action

Le matin du samedi 24 septembre, le gouvernement Daladier-Bonnet faisait apposer de petites affiches blanches mobilisant un grand nombre de travailleurs. L'effervescence fut grande et les militants conscients du danger d'une guerre imminente ressentirent la nécessité de ne pas rester isolés et de rassembler les énergies révolutionnaires.

Dès la fin de la matinée, des membres du Conseil Syndical décidaient de provoquer un large rassemblement des opposants à l'union sacrée. Deux camarades du C.S. participant ce jour-là aux travaux de la C.A. firent observer qu'il serait conforme à l'orientation du Syndicat (selon eux) de ne convoquer que les organisations syndicales C.G. tistes. Il ne pouvait y avoir de vote sanctionnant cette discussion et les camarades qui avaient

pour réaliser le compromis, création d'une commission de sauvegarde de l'indépendance syndicale désignée par le CCN. Pourquoi cette « commission de sauvegarde » peut, à la rigueur satisfaisante « les Amis de Syndicats » ?

C'est que le Comité Confédéral National (CCN) a une composition que le Congrès Confédéral ne peut modifier largement et la majorité du CCN est largement anti-stalinienne.

Mais alors, les stalinistes acceptent-ils ce compromis ?

Eux ils espèrent faire adopter au Congrès de Nantes la proposition de Henri Reynaud qui vise à donner une représentation proportionnelle aux grandes Fédérations et Unions pour leur participation au CCN. Dans ces conditions ils pourraient accepter la « Commission de Sauvegarde » comme un pis-aller sans grand danger pour eux.

Nantes sera le Congrès de la faillite de la politique du Front populaire, c'est pourquoi la bataille des bonzes peut avoir une issue entre bonzes, sans plus.

Nous risquons même de voir dans l'avenir ce phénomène curieux en apparence, le fonctionnement de la « commission de sauvegarde de l'indépendance syndicale » contre les syndiqués révolutionnaires et les syndicats lutte de classe.

La raison en est simple. Les syndiqués révolutionnaires organisés dans les cercles syndicalistes lutte de clas-

Après la paix impérialiste de Comment ont réagi les organis

décidé ce travail le firent selon leur point de vue, se réservant de le faire ratifier par le C.S. Quand la seule revendication est celle du droit à la vie, il n'y a plus de barrière d'organisation.

Le samedi soir les représentants de quelques syndicats et organisations ouvrières sont réunis. Pour satisfaire à une demande de notre Fédération, deux réunions sont tenues, l'une pour les syndicats, la deuxième pour les autres organisations. Une résolution est ébauchée pour être présentée à une réunion plus large se tenant à la Maison du Livre, le lendemain dimanche, sur l'initiative du Centre Syndical d'Action contre la Guerre. Toutes les opinions s'y firent entendre. Le camarade Lubin, secrétaire de notre Syndicat intervint, et lut la résolution ébauchée la veille. Un accueil enthousiaste lui fut réservé. Il semblait qu'un accord était possible, malheureusement certains dirigeants du CSACG et de quelques syndicats s'y opposèrent, car la résolution préconisait le maintien des 40 heures et des revendications ; et se prononçait contre le gouvernement. Ces dirigeants, eux, demandaient à Daladier de faire des négociations et se refusaient à organiser toute manifestation publique pouvant le gêner. Malgré que notre Syndicat soit allé jusqu'à renoncer à ce que le texte parle des revendications, ce qui constitue pourtant la seule forme de lutte contre la guerre, l'accord ne fut pas possible, car les autres voulaient y insérer une phrase de soutien au gouvernement.

Ces camarades, soutenant le gouvernement, rédigèrent une affiche et le texte fut repris par quelques-uns d'entre eux dans une pétition signée des syndicats nationaux : des Instituteurs et des Agents des P.T.T.

L'unification du mouvement contre la guerre était devenue impossible.

CTIONNAIRE SE FERA ANS LA C. G. T.

se ne considèrent pas l'indépendance syndicale comme possible en dehors d'une orientation lutte de classe. Ils luttent pour l'indépendance des organisations syndicales à l'égard de l'Etat capitaliste, des partis de collaboration des classes (PS et PC), de la Franc-Maçonnerie, parce qu'ils veulent entraîner leurs syndicats sur le terrain de la lutte des classes. Ils trouvent donc comme adversaires les réformistes et les chefs stalinistes coalisés face à l'activité des syndiqués révolutionnaires.

Au Congrès de Nantes, malgré tous les obstacles, la voix de ces derniers saura, nous l'espérons, s'exprimer pour appeler la classe ouvrière à rompre dans les faits, la collaboration de classes que la bourgeoisie rompt politiquement pour mieux nous asservir.

BOITEL.

Du 1^{er} au 4 Décembre 1938 Congrès de la Fédération des Métaux

L'Union des Métaux du mois d'octobre 1938 publie le rapport moral de la Fédération.

A cette occasion et pour mieux permettre aux métallurgistes de juger ceux extraits du rapport sur l'orientation de leur Fédération, citons quelques extraits du rapport sur l'action fédérale soumis au Congrès d'unité tenu à Paris du 25 au 27 no-

vembre 1936 (voir l'Union des Métaux d'octobre 36).

L'occupation des usines

« L'arme de la grève et des grèves sur le tas inaugurées au cours des mouvements de juin, si elles ont prouvé leur efficacité pour la réalisation de nos revendications principales ne sont pas sans de grands risques pour les travailleurs, si elles devaient se prolonger. »

En novembre 1936, la direction de la Fédération des Métaux préparait l'acceptation, par les travailleurs de la métallurgie, de la loi instituant l'arbitrage obligatoire. Faire grève à ce moment-là c'était gêner le gouvernement de Front populaire, c'était mettre en péril la collaboration des organisations ouvrières avec les chefs bourgeois du parti radical. Depuis, les événements ont condamné la politique de la direction fédérale.

La semaine de 40 heures

« Si nous voulons que cette réforme puisse exercer tous ses effets, il importe qu'elle soit appliquée immédiatement et qu'on évite que le régime des dérogations qui avait été institué à la semaine de 48 heures ne soit appliqué à la nouvelle loi. »

Mais Ambroise Croizat, secrétaire général de la Fédération des Métaux, a, comme député, voté toutes les dispositions législatives comprenant des dérogations aux 40 heures. Depuis novembre 36, les 40 heures sont devenues grâce à la complicité des dirigeants

de la Fédération des Métaux, les 45 heures dans l'aviation. Là encore, les événements condamnent la politique de la direction fédérale.

L'arbitrage obligatoire

Après quelques réserves « historiques », le rapport de 1936 pour l'action future de la Fédération dit :

« Mais en raison de la situation exceptionnelle que nous traversons, une procédure peut être établie, permettant de régler tous les conflits en matière de salaires ou autres ».

Les métallurgistes sont servis en guise de réglemens des conflits par l'arbitrage obligatoire. La direction fédérale serait bien inspirée si, par exemple, pour connaître le sentiment des métallos à l'égard de cette loi, elle consultait les gars de l'aviation à propos de la fameuse sentence Jacomet. Cette sentence de victoire de la grève de la métallurgie parisienne d'avril 38 qui accordait une augmentation minime des salaires et les 45 heures pour l'aviation. Et nous ne notons que cet exemple de trahison des intérêts des métallurgistes. La aussi, l'expérience condamne la direction fédérale.

Et aujourd'hui

Nous n'avons abordé que quelques points du rapport d'action fédérale de novembre 1936. Il faudrait citer tout entier ce rapport, tellement les événements, depuis deux ans, mettent à nu son caractère anti-lutte de classe.

Aujourd'hui la direction fédérale ne tire aucun enseignement sérieux de sa faillite et pour cause. Elle est au service d'une politique non seulement étrangère mais opposée aux intérêts ouvriers. C'est ce que nous verrons dans notre prochaine Lutte ouvrière.

Le Syndiqué lutte de classe.

A l'U. D. de Lille

A la base du mouvement ouvrier, les pronostics vont bon train. Les bien informés affirment que le CCN procédera, le 19 novembre prochain, consécutivement aux délibérations du prochain congrès de la CGT, à l'élection d'un bureau confédéral composé au moins pour moitié d'anciens militants « unitaires ». D'une manière générale on admet que les « Amis de Syndicats » réalisent par anticipation qu'ils seront minoritaires à Nantes et qu'ils inclineront à la négociation plutôt qu'au combat contre l'adversaire stalinien.

En haut lieu, se prépare-t-on réellement à se faire mutuellement douce violence devant le Congrès pour la galerie, afin — nous dira sans doute Jouhaux là-bas — de sauvegarder l'unité confédérale ? Et parviendra-t-on à remplir la condition inséparable de la réalisation de cette « unité-là », c'est-à-dire à effectuer à l'amiable, avant de se rendre à Nantes, la répartition des postes de direction de la C.G.T. pour l'exercice 1938-1940 ?

Tous les dirigeants confédéraux sont au fond, d'accord pour imprimer au mouvement ouvrier une orientation qui nous conduit à la pratique de la collaboration de classes. Aucune raison solide ne s'oppose donc à l'accomplissement du plan prêté par la rumeur publique aux membres « sortants » de la CA de la CGT. Mais ce plan comporte cependant quelques obstacles inévitables. Belin et Frachon peuvent obtenir les mêmes résultats après avoir mesuré l'influence qu'exercent, respectivement, leurs amis particuliers sur les syndicats ; ils peuvent, de ce fait, transmettre d'un commun accord au Congrès de Nantes une proposition visant la composition de l'appareil confédéral ; ils ne seront pas, pour autant, approuvés par tous les congressistes. Car il y aura à Nantes, d'une part, des délégués ouvriers hostiles à la notion de collaboration de classes et, d'autre part, des hommes qui ne suivront pas Belin sur la voie de la paix provisoire avec les sta-

liniens. Avec cette prévision me voici parvenu à mon sujet d'article.

Les révolutionnaires délégués au Congrès devront-ils s'allier, ne serait-ce qu'épisodiquement, à Georges Dumoulin, alors que celui-ci résistera aux appels de Jouhaux ?

Car Jouhaux, c'est entendu, prêchera la concorde ; Belin et Frachon s'inclineront. Et Georges Dumoulin, antistalinien convaincu, résistera, à moins qu'il ait changé d'avis depuis le 12 octobre dernier.

Avant de répondre à la question, voici une histoire.

Nous nous trouvions trois de la CA de l'Union locale des Syndicats de Lille, le 23 août dernier, pour soutenir que le discours fameux de Daladier contre la loi de 40 heures apportait de l'eau au moulin des fauteurs de guerre.

Lutter pour le respect de la loi de 40 heures, disions-nous, c'est lutter contre la guerre.

Il a fallu quelques semaines, les événements internationaux de septembre pour que, enfin, le Bureau de l'U.L. reprenne nos arguments à son compte. A l'occasion de ces événements, un « front unique » qui comprenait des « Amis de Syndicats » et nous-mêmes, les « trois » en question, fût donc constitué sur la base suivante : **propagande et, éventuellement, action contre la guerre par la défense des libertés ouvrières et par la lutte pour la sauvegarde de la condition des travailleurs.** Des milliers de tracts composés dans ce sens furent répandus à Lille, en pleine période précédant immédiatement les accords de Munich.

Dois-je dire que Georges Dumoulin, secrétaire de l'UD du Nord, fait autorité à l'U.L. de Lille, et qu'il n'ignorait rien de l'activité dépensée dans cette localité ?

Celui-ci intervint officiellement dans l'action le 22 septembre dernier, c'est-à-dire au moment où Bureau, Raux et moi-même nous trouvions pleinement engagés dans le concert dirigé par nos quelques douze « alliés » occasionnels du groupe « Syndicats ». Le 22 septembre donc, Georges Dumoulin prononça un discours inspiré des craintes que procurait à la classe ouvrière la situation internationale de l'époque.

Le discours de Georges Dumoulin reproduit en brochure à des milliers d'exemplaires est parvenu à la connaissance de la plupart des militants de la C.G.T. Il est divisé en trois chapitres : les 40 heures, la colonisation, la guerre.

Cette division n'était pas prévue. Mes deux camarades et moi, et pas davantage, les autres auditeurs de Dumoulin, personne ne s'attendait à l'introduction d'une « charge » antistalinienne dans un discours dont on nous avait dit qu'il refléterait l'opinion de l'U.L. Sur le problème de la guerre. Par contre, nous avons attendu en vain que Dumoulin réalise, toujours selon notre accord avec l'U.L. la synthèse de ses propositions d'hostilité tant à l'égard de la guerre qu'à l'endroit des saboteurs de la loi de 40 heures.

On nous a demandé d'approuver ce discours. Nous pensions que la guerre était là, nous avons redouté de nous « couper » de l'U.L. dans une situation trouble. Et, comme le discours de Dumoulin contenait tout de même un certain nombre d'éléments de condamnation de notre propre impérialisme, nous avons voté « pour ».

Depuis, l'U.L. a suivi Dumoulin sur sa lancée, elle a ratifié les appels du Syndicat des Instituteurs à l'adresse du pacifiste Daladier, les accords de Munich, etc... Bien entendu, nous nous sommes — d'ailleurs plus ou moins rapidement — dégagés de l'impasse.

Il reste de notre aventure que faite d'avoir rompu, en temps voulu, sans crainte de dresser l'opinion contre nous, un « front unique » qui a servi à deux fins, nous avons aidé par là-même, hors de tout intérêt ouvrier, à la réalisation d'une opération politique sans grandeur. Nous avons, il est vrai, suivi l'U.L. alors qu'elle se dirigeait apparemment vers le défaitisme révolutionnaire en cas de guerre. Mais il ne s'agissait que d'une amorce, d'un flirt à l'occasion duquel on essayait de nous discréditer pour nous

te de Munich

rganisations révolutionnaires

Les responsables de notre syndicat continuèrent à rester en contact avec les organisations ayant exprimé leur accord sur la résolution.

Le Conseil Syndical réuni le lundi 26 septembre a approuvé l'action entreprise. Le tract intitulé « A bas la guerre impérialiste » fut éditée après avis du Conseil Syndical. Celui-ci convoqué pour discuter les rapports du Congrès décida la modification de l'ordre du jour et se prononça le 26-9 par 6 voix contre 5 pour la continuation de l'action entreprise et dès le mardi matin, les tracts étaient distribués dans les entreprises. Les 5 camarades contre ne s'opposèrent pas au fond du tract, mais au « front uni » avec des organisations non Cégétistes. Ce fut la seule action positive organisée contre la guerre. Le Conseil Syndical a eu la raison de considérer qu'en fonction d'une situation exceptionnelle, un moyen exceptionnel devait être employé. Ce moyen, c'est le front unique avec les organisations en accord avec son orientation.

Il apparaît cependant que la décision a été prise à un faible nombre de conseillers syndicaux, bien que tous aient été convoqués. A part quelques camarades du Conseil mobilisés ou ayant des occupations urgentes, les autres auraient dû être tous présents, tant la situation était difficile.

Des responsables du syndicat signent la pétition gouvernementale. Que des camarades des entreprises aient pu commettre l'erreur de signer la pétition dans l'affolement général, cela se conçoit. Que même un seul instant, certains aient pu croire à l'utilité de la minute de silence, c'est compréhensible. D'autant plus qu'ils étaient entraînés par les noms des responsables syndicaux ou politiques, premiers signataires. Leur attention aurait cependant dû être attirée par le souvenir des accords contre les 40 heures

au bas desquels figurent les mêmes de ces noms. D'autres noms rappellent les ennemis de la classe ouvrière.

Mais que des responsables du syndicat fassent partie des « personnalités signataires » (Voir l'Œuvre des 29 et 30 septembre 1938), voilà qui transige avec l'orientation que le syndicat s'est donnée. A quoi sert donc de voter des résolutions très gauches si elles sont traduites par des actes en complète contradiction. Ces camarades qui ont demandé à Daladier-Bonnet « de persévérer dans la voie des négociations » sont servis. Le Pacte à Quatre servira surtout la politique du fascisme, politique d'écrasement des travailleurs. On dira « Le Pacte à Quatre » est un répit. D'accord, mais nous n'avons rien à faire, ni le jeu des bellicistes, ni celui du fascisme. La seule voie des travailleurs est celle de l'action indépendante.

L'influence de la « détente » sur le Conseil Syndical

Le vendredi 30 septembre, une nouvelle réunion du Conseil Syndical a lieu, 19 camarades sont présents. Parmi eux, certains n'étaient pas venus au C.S. depuis des mois et avaient même été radiés !

L'ordre du jour comportait la discussion sur les rapports pour le Congrès du Syndicat et sur le renouvellement de la convention collective.

Au début de la réunion, l'ordre du jour est changé par la majorité comprenant, en particulier les signataires de la pétition et les revenants, dont certains n'avaient pas été vus depuis des mois. Il s'agit de voter une résolution qu'on lira par ailleurs et qui remet en question la signature du tract par des organisations non-syndicales. Ceci, malgré qu'il leur ait été précisé qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle en face d'une revendication pressante et qui ne peut être le monopole d'aucune organisation : le Droit à la Vie. Certains et en particulier les signataires de la pétition ont vraisemblablement voté la résolution parce qu'en désaccord sur le fond même du tract.

Les Membres du conseil syndical, Bonvalet, Coyaud, Hervé, Léon, Lubin, Majeau, Varnier.

entraîner finalement sur la voie de Syndicats. A Lille, on ne nous y reprendra plus.

Mon histoire se termine sur cette conclusion. Je l'ai racontée pour montrer à la lumière d'un fait combien il serait dangereux pour les révolutionnaires délégués au Congrès de Nantes de manquer de prudence.

Il est à prévoir que les spécialistes de l'anti-stalinisme résisteront là-bas à la conclusion du compromis « Belin-Franchon » que Jouhaux appelle déjà de ses vœux. Pour augmenter leurs chances sans doute tendront-ils la main aux révolutionnaires pour les abandonner ensuite et rejoindre les leurs.

Attention aux coalitions sans base de classe !

Que la minorité révolutionnaire du Congrès de Nantes doive être réduite voilà qui est regrettable, mais, malheureusement, sera. Qu'elle se discrédite partiellement par une alliance anti-staliniste sans programme, qu'elle disparaisse de ce fait un seul moment du Congrès, voilà qui serait plus malheureux, plus regrettable encore, car, des usines, on la perdrait de vue. Cela a failli arriver ici.

Jules TISSOT.

CHEZ LES PAYSANS

Lettre du Finistère

J'ai consulté plusieurs camarades, voici le résumé de leur pensée :

1) Les baux.

Les paysans, dont le fermage doit suivre le prix du blé, vont payer leur terre 2 fois plus qu'elle ne vaut.

Voici ce que me dit un voisin :

J'occupe une ferme de 9 hectares. Je dois payer la valeur de 18 quintaux de blé ; ça représente 3.240 frs. En outre, j'ai à fournir 450 kgs de viande, qui fait 1.760 francs. Donc, je dois payer cette année 5.000 francs.

A peine si je pourrai vendre 59 qx de blé. Donc, remplacer 13 quintaux. Je suis obligé de vendre une bête et ce n'est pas tout de payer le propriétaire, il y a encore les engrais, les instruments agricoles et les besoins de la maison dont le prix est aussi cher.

Quand on a travaillé pendant toute l'année, une fois arrivé à la fin, il nous reste encore rien. Ce qu'il y a de pire, c'est qu'on est obligé de vendre plus que le nécessaire pour payer son loyer se priver après le reste de l'année de bien des choses.

A mon idée, le prix du blé est fixé trop cher. Si, par exemple, le blé aurait été fixé 140 francs le quintal, l'ouvrier n'aurait pas payé son pain si cher, et les instruments auraient été moins chers, le loyer aussi et, malgré tout le déficit du paysan aurait été moins grand. J'estime que les baux en blé et viande sont les plus justes, mais on met aux paysans une trop grande quantité à fournir.

Par exemple, la terre devrait être louée seulement un quintal de blé par hectare cultivable, et 25 à 50 kg de viande par hectare de prairie ; les machines et engrais devraient être livrées par l'Etat à un prix raisonnable en nationalisant les usines ; il lui resterait ainsi les bénéfices des exploitants qui serviraient à faire une retraite aux vieux travailleurs.

La sueur de nos fronts ne doit pas servir à faire des canons par le bout desquels nous serait donnée une drôle de retraite.

JOB.

LA VOIX DU P.O.I. AU RASSEMBLEMENT PAYSAN DE CARHAIX

Carhaix, 1^{er} novembre. — Le P.C. avait convoqué un meeting paysan avec Hénaff, Cachin, etc..., 1.500 personnes environ, un tiers de paysans. La salle avait été faite avec des cars venus de Saint-Brieuc. Les camarades du POI ont distribué des tracts. Un membre du service d'ordre se mit aussi à en distribuer. Les services « spéciaux » se mirent à hurler : « Trotskysme allié de Dorgères ». A Bas Dor-

Après le procès du P.O.U.M.

A l'action pour sauver Munis et Carlini

Les nouvelles de Barcelone confirment le double caractère du verdict rendu contre le P.O.U.M. : verdict de classe d'un gouvernement contre-révolutionnaire contre des militants prolétariens et échec aux infamies policières des stalinien dont finalement la répression bourgeoise n'a pas besoin.

Un procès de Moscou manqué, tel fut le procès de Barcelone. Malgré le silence imposé, on sait maintenant que des experts en écriture furent unanimes à conclure que le fameux document Golfin était un faux. D'autre part un nommé Joaquin Roccamir, arrêté pour une affaire d'espionnage, exposa devant le tribunal les mesures de coercition employées par la police pour obtenir de lui des déclarations compromettantes contre le POUM qu'il finit par signer et qu'il rétracta ensuite. Cela explique qu'au procureur servile qui les interrogeait, un des accusés répondit fièrement : « Non, monsieur Vichynski ! »

D'accablantes condamnations à 15 et 11 ans de « séparation de la communauté sociale » ont été prononcées contre Gorkin, Andrade, Arquet, Bonet et Gironella. Il serait question de les faire subir dans les camps de travail forcé établis sous le front et livrés à discrétion à la chiourme guépéiste. Les travailleurs doivent arracher l'amnistie pour les condamnés.

Ils ont maintenant à intensifier leur protestation pour imposer la libération de Munis et de Carlini. Tous ceux qui ont défendu les camarades du POUM doivent se retrouver sans défaillance et resserrer leurs rangs pour sauver Munis et Carlini, et les bolcheviks léninistes de Barcelone.

Le gouvernement de « Front populaire » espagnol a démontré son vrai visage. Il condamne à des peines presque perpétuelles des hommes qu'il reconnaît comme des antifascistes éprouvés pour « avoir voulu instaurer en Catalogne un régime social nouveau ». Ce gouvernement antiouvrier encadre encore non seulement le PSUC stali-

nien, mais le parti socialiste et la CNT. Les témoignages des anarchistes et socialistes faisaient éclater la duplicité de leur position : on ne peut pas à la fois être solidaires des condamnés et de ceux qui les condamnent. (A ce propos, Emma Goldman annonce qu'elle démentira les déclarations infamantes que lui prête l'Humanité. Mais le démenti n'est pas encore public.)

En ce moment même les bourgeois anglaises et italiennes trafiquent comme des négriers du sort et des libertés des ouvriers et des paysans espagnols. L'opération se règle au travers du plan falsifié du retrait de volontaires. Les minorités anglaises viennent à Paris aligner les ministres français aux décisions de la City. Quel est le marché ? Il est possible que l'Angleterre vende à l'Italie la victoire de Franco pour son intercession à Munich et pour le rôle qu'elle remplira dans le pacte à quatre. Il est possible que l'Angleterre se réserve dans l'Espagne épuisée par la guerre civile de réoccuper par des prêts bancaires les positions conquises dans la carte sanglante par les armées de ses rivaux impérialistes. Il est probable que le blocus de l'Espagne républicaine sera imposé par les bourgeoisies de Londres et de Paris pour vaincre les dernières résistances de Barcelone. La diplomatie et le marchandage secrets organisent le complot. Déjà à Bruxelles, Spaak appelle des socialistes à admettre l'envoi d'un ambassadeur à Burgos, pour obtenir des commandes à la bourgeoisie belge. Dans la voie de ces tractations, Negrin a déjà fait plusieurs pas. La condamnation des « intransigeants » du POUM n'est pas le moindre. Les travailleurs français doivent renforcer leur lutte contre le blocus de l'Espagne républicaine : plus que jamais ils comprennent que la défense des travailleurs espagnols passe par la défense concrète et militante des combattants rouges de juillet 1936 et de mai 1937.

RESOLUTION ADOPTÉE A LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DES « TROIS QUARTIERS », MADELIOS ET SAMEC

La C. A. des Trois Quartiers Madelios-Samec, réunie le 18 octobre 1938,

Après avoir pris connaissance de la reconduction de la convention collective pour un an ne prend pas la responsabilité de la conclusion de cet accord, résultat des reculs successifs et capitulations devant les nombreuses attaques patronales depuis plus de 2 ans.

Elle tient à bien fixer la part de responsabilité qui incombe à l'orientation de collaboration de classe de la direction de la C.G.T. et de ses Fédérations.

Elle affirme à nouveau que la préparation effective d'une grève générale à l'exemple de juin 1936 pourra briser la contre offensive patronale et confirme la motion votée par l'assemblée des délégués du 25 juillet 1938, seule action susceptible d'imposer :

Le contrôle de l'embauchage et du licenciement ; le maintien des 40 h. avec deux jours de repos consécutifs ; l'échelle mobile des salaires.

Et demande afin de pouvoir préparer effectivement cette action, un Congrès des délégués de la Région Parisienne.

gères, à bas le fascisme ! Vive les Soviets, crient nos camarades, en expliquant la vérité. Les dirigeants du P.C. furent obligés de renvoyer les « services spéciaux de Saint-Brieuc » et des discussions amicales s'engagèrent.

La veille, des tracts du POI furent aussi distribués à un meeting du PC, avec Signor et Mocquet.

Les 3 tendances de la C.G.T.

Dans la Flèche du 21 octobre, Emery, directeur de Feuilles Libres, donne un article sur « les trois tendances de la C.G.T. ». Voici ce qu'il dit de la troisième tendance :

« Le troisième, en fin, comprend les minorités révolutionnaires qui ont fini par s'agréger autour du Réveil syndicaliste. Trop faibles encore pour jouer un rôle bien important, elles souffrent d'une sorte d'ankylose doctrinale ; elles se contentent vraiment trop de répéter les formules traditionnelles de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien. Comment ne pas voir que ce sont des valeurs bien dépréciées à notre époque et que la conscience de classe est à développer beaucoup plus qu'à invoquer dans l'action immédiate ? Vingt ans d'après-guerre n'ont-ils pas suffisamment démontré combien ce marxisme est aujourd'hui verbal et théorique ? »

Emery considère que la lutte de classes et l'internationalisme prolétarien sont des « valeurs dépréciées » (sic). Nous croyons au contraire que l'expérience montre que ce sont des faits réels. C'est justement pour cette raison que nous soutenons le développement des Cercles Syndicalistes lutte de classes contre les deux clans réformiste et stalinien, qui eux, commentent réellement à « se déprécier », en souhaitant le développement d'un fort courant révolutionnaire dans la CGT, qui contribuera fortement à sauver la classe ouvrière française de la déception, et du fascisme.

DANS LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

Alpes-Maritimes. — A l'occasion des élections sénatoriales, notons le recul des voix SFIO et PC sur 1937 (44 au lieu de 60), bien que le PSOP ait voté en majorité pour Baudoin (candidat PS-PC).

3 voix sur le nom de Portelatine (cam. PSOP agressé par les stalinien à Nice).

3 voix sur le nom de notre camarade Ta-Thu-Thau, conseiller municipal de Saïgon, emprisonné pour avoir défendu les travailleurs indochinois (dont celle d'un stalinien).

Var. — On nous signale la démission du PC, sinon unanime, du moins de la majorité de la section communiste de Puget-Ville.

Grasse, 30 octobre. — Politique Municipale. L'Union locale des Syndicats (C.G.T.) adhérente au « Rassemblement Universel pour la Paix » avait organisé pour la journée du 30 octobre une fête dont le bénéfice aurait été versé pour soulager les victimes de la guerre.

Au lieu de donner son appui à cette fête la municipalité bourgeoise radicalo-socialiste - Carémil-Rayol vient de refuser la salle publique du Cours au Comité d'organisation.

Nous pensons que l'Alerte, organe de la SFIO dans les A.-M. stigmatisera comme il convient le premier adjoint Rayol, ainsi que l'équipe socialiste du Conseil municipal de Grasse. — M. P.

Lettre de nos amis

...Suivant avec sympathie l'action du POI, inexistant dans ma région, malheureusement, je te serais reconnaissant de me faire parvenir un spécimen de la revue... En outre, s'il existe d'autres revues ou journaux du POI, c'est avec plaisir que je recevrai de la documentation, me chargeant de la faire connaître à mes camarades...

A. (Mayenne).

H. G., à Montrouge, envoie son Bulletin d'adhésion au POI.

SOUSCRIPTIONS

Christophe (Villejuif), 150 fr. ; Viereny, 50 ; Suzanne C., 10 ; B. x. (14^e), 8,50 ; P. (19^e), 70 ; Marcelle XI^e, 150 ; Boivin, 100.

Le premier numéro de « Solidarité Liberté », bulletin d'information du « Secours International Solidarité Liberté » est paru.

Au sommaire :

La condamnation des grévistes de Lyon (Colliard). — Le procès du POUM (Yves Léon). — La répression contre la presse ouvrière (Ranc). — La liberté de presse abolie en Indochine. — Le calvaire des travailleurs immigrés et des proscrits politiques. — Une année d'activité (Andrée Limbour). Et de nombreux articles sur la répression contre les travailleurs.

Le numéro : un franc. — L'abonnement : douze francs.

Adresser les commandes au Secours International à Paris, 11, rue Jean-de-Beauvais.

Abonnez-vous à

« RÉVOLUTION »

organe des J. S. R.

1 an, 5 francs. - 6 mois, 2 fr. 50

Cep Bonnel Louis, 2206-21, 15, passage Dubail, Paris.

« Révolution » paraît chaque mois. Il est le journal de la jeunesse laborieuse qui lutte pour le socialisme, contre les exploités, contre la guerre impérialiste et le fascisme.

Chaque numéro : 0 fr. 50.

Répandez-le, écrivez-lui, enrôlez-vous dans la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire !

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris